

N° 23-010 Affiché en mairie le 20 Mars 2023

113



REPUBLIQUE FRANCAISE

Commune de Sivergues

dossier n° PC 084 128 22S 0001

date de dépôt : 22/12/2022

demandeur : Mairie de Sivergues représentée  
par Madame Le Maire

pour : construction d'une maison commune

adresse terrain :

84400 Sivergues

### ARRÊTÉ

**accordant un permis de construire  
au nom de la commune de Sivergues**

**Le maire de Sivergues ,**

Vu la demande de permis de construire, présentée le 22/12/2022 par Mairie de Sivergues représentée par Madame Le Maire demeurant 1 chemin le pas des ensarris Hôtel de Ville - 84400 SIVERGUES

Vu l'objet de la demande :

- pour construction d'une maison commune ;
- sur un terrain situé à 84400 Sivergues;
- pour une surface de plancher créée de 78 m<sup>2</sup>;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 14/12/2011;

Vu les articles L 122-1 à L 171-1 du code de l'urbanisme (Dispositions particulières aux zones de montagne);

Vu la date d'affichage de l'avis de dépôt du permis de construire le 22/12/2022 ;

Vu les pièces complémentaires déposées le 12/01/2023 et 23/01/2023 ;

Vu l'autorisation de défricher n°DDT/SFRC/2023/0006 en date du 20/02/2023 ;

Vu l'Autorisation de Travaux n° 084 128 22s 0001 en date du 22/12/2022;

Vu l'avis favorable avec prescriptions du S.D.I.S. CAVAILLON en date du 22/02/2023;

Vu l'avis réputé favorable de la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité en date du 18/03/2023;

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental en date du 10/02/2023;

Vu le règlement de la zone UAf3;

### ARRÊTE

#### Article 1

Le permis de construire est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

## Article 2

**ASPECT EXTERIEUR** : les aménagements du site en talutages peuvent être remplacés par des murets de soutènements (pierres massives) suivant les courbes de niveaux. Les rives latérales doivent être traitées comme traditionnellement sans dépassés de corniche pierre.

**SECURITE INCENDIE** : les prescriptions énoncées par le SDIS dans son avis ci-joint devront être respectées.

Le 20 Mars 2013

Le maire, de SIVERGUES  
 Marlène CALAS



**ASPECT EXTERIEUR** : Se rapprocher de l'architecte conseil de la commune lors du choix des teintes (enduit, volets, menuiseries...) sur échantillons en cours de chantier.

**TAXES D'AMÉNAGEMENT** : Le projet est soumis au versement de la taxe d'aménagement qui comprend une part communale et une part départementale. Le montant de cette taxe vous sera communiqué ultérieurement.

**TAXE D'URBANISME** : Le projet est également soumis à la redevance d'archéologie préventive. Son montant vous sera communiqué ultérieurement.

**RISQUE SISMIQUE** : la commune est classée en zone 4 pour le risque sismique correspondant à une sismicité moyenne mais non négligeable. Les architectes, maîtres d'œuvre et constructeurs doivent tenir compte sous leur propre responsabilité des règles de construction parasismique.

**REGLEMENTATION THERMIQUE**: lors de la DAACT, une attestation que le projet a bien pris en compte la réglementation thermique devra être jointe.

**RISQUE RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES** : l'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que la commune est concernée par un risque de retrait-gonflement d'argiles. En fonction des conditions météorologiques, les sols argileux peuvent varier de volume suite à une modification de leur teneur en eau : retrait en période de sécheresse, puis gonflement au retour des pluies. Ce phénomène est susceptible d'entraîner des dégâts importants et coûteux sur les constructions. Dans certains cas, une étude géotechnique et une étude de structure sont recommandées afin de déterminer les meilleures parades à la manifestation de ces problèmes. Des informations sont disponibles sur le site [www.argiles.fr](http://www.argiles.fr).

*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 5 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations. Une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au Préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L2131-1 et L2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages pour responsabilité décennale pouvant être engager sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L.421-1 et suivants du code des assurances.